

LUEURS SUR UNE ETRANGE AFFAIRE

10 mars 1947 : Le personnage que j'ai vu, ce matin, m'a paru revenu d'un autre monde, de ce monde d'avant-guerre où rien n'avait le même sens qu'aujourd'hui. Il s'agit d'un jeune Indochinois du nom de Hoang Van Co que Mandel m'avait adjoint pour traiter, à la Radio, des questions coloniales. Parmi les fils de mandarins qui travaillaient avec nous au ministère de la France d'Outre-Mer, je l'avais toujours mis à part, pour sa facilité à s'assimiler notre culture jusque dans ses nuances et pour la vigueur de ses vues politiques qui lui donnait, à mes yeux, un profil fortement accusé d'ambitieux. La guerre qui l'avait séparé à la fois de son pays et de ses amis français, aurait pu être pour lui une catastrophe ; mais il s'en est bien tiré. Réfugié à Marseille avec sa famille, il est parvenu à regrouper les Indochinois rassemblés dans le port. Fort de leurs suffrages, il voudrait maintenant s'appuyer sur eux et sur son passé militant pour jouer un rôle politique. Il ne sait pas, toutefois, si c'est chez nous ou dans son pays qu'il pourra réaliser son dessein. A Hanoï, d'où il est originaire, le Viet-Minh, formation communiste, dirigée par Ho-Chi-Minh qui ne tardera pas, selon lui, à rompre avec la France, ne lui laisse guère d'espoir. Mais il croit qu'à Saïgon où nous devons et pourrons sans doute nous maintenir, naîtra un gouvernement autonome avec lequel il pourra collaborer sans quitter Paris. Je lui ai demandé sous quelle étiquette il se présenterait devant les électeurs : « Cela dépend des événements, a-t-il répondu. Si l'empereur Bao-Daï est rétabli sur son trône, je prendrai la tête d'un parti

conservateur modéré ; si c'est une République qui s'installe, je pense que le mieux sera pour moi d'être socialiste.

— D'être ou de vous faire ? lui ai-je demandé.

— C'est la même chose...

4 janvier 1948 : J'ai repris mon journal, aujourd'hui, pour en revenir à Van Co. Par lui, j'ai pu rencontrer Bao-Daï. L'empereur ne m'a pas fait une très bonne impression : il est, certes, du genre « distingué » ; jadis bon élève dans un lycée parisien, c'est aujourd'hui un homme du monde, recherché par les salons de la Côte d'Azur ; mais ses idées restent très sommaires. Il se borne à répéter quelques formules passe-partout, proches de l'insignifiance.

Avant tout, il aspire à s'enrichir. Le gouvernement français l'entretient somptueusement avec l'espoir de le ramener dans son pays où il servira de paravent à la puissance coloniale. Outre un château ancien, récemment restauré, il lui a offert un yacht et un avion personnels. Son entourage, composé de gens plus ou moins apparentés à sa famille, plus que lui encore, semble désireux de bien vivre et de profiter de la situation pour faire fortune. Le prince Buu-Loc, son cousin, feint de soutenir sa cause ; en réalité, il essaie de le faire échouer afin de prendre sa succession. Seule, l'impératrice se tient à l'écart de ce panier de crabes. Sa beauté, sa dignité, m'ont touché. J'ai eu avec elle une longue conversation ; j'ai été frappé par la vigueur de son intelligence et son absence totale d'illusions. D'elle aussi on pourrait dire — si son charme personnel n'était pas si féminin — qu'elle est « l'homme de la famille ».

2 avril 1948 : Hoang Van Co est aujourd'hui un homme heureux. Le gouvernement « indépendant » qui s'est formé à Saïgon, présidé par le général Xuan, ancien élève de notre Ecole polytechnique, l'a désigné pour être son représentant en France. Aussitôt, il s'est mis à l'ouvrage. Il a loué des bureaux ; il s'est composé un état-major que dirige un officier français rappelé d'Indochine. Afin de s'assurer l'appui du parlement, il organise des banquets où sont invités bon nombre des représentants de la majorité et même de l'opposition. Le premier a eu lieu à l'*Hôtel Lutétia* : Y assistaient plus de deux cents personnalités, que dominait de sa haute taille M. Pleven. M. Pignon, le haut commissaire en Indochine, était aussi présent.

Van Co rayonnait. Il m'a présenté au général Mast, ancien

résident général en Tunisie, « qui ferait, a-t-il dit, un excellent Haut-commissaire au nouveau Vietnam ». J'ai jugé ces propos imprudents, en présence de M. Pignon. Van Co se fait certes des amis, mais les gens ne manquent pas, non plus, pour insinuer, qu'à tout entreprendre, il risque de se casser les reins.

1^{er} février 1949 : Van Co commence à m'inquiéter. Je ne puis que récuser sa façon un peu tortueuse d'atteindre ses objectifs, avec le concours d'agents dont il est permis de suspecter l'honnêteté, ou, tout au moins, la fidélité.

C'est ainsi qu'il m'a invité à déjeuner, aujourd'hui, avec un nommé Peyré en qui j'ai flairé tout de suite un aventurier. Son physique et ses propos ne manquent pas de pittoresque. Il se flatte de connaître un grand nombre de ministres et de chefs d'Etat qu'il affecte de tutoyer. En France il est au mieux avec les présidents des grandes formations politiques ; en Indochine, il est reçu, prétend-il, aussi bien par Ho-Chi-Minh que par le Haut-commissaire de Saïgon. Ayant l'oreille de tant de hauts personnages, il ne cache pas qu'il a partout des oreilles. On le sait si bien renseigné, que des chefs militaires, comme le général Revers, chef d'Etat-Major de l'armée, n'hésitent pas à le consulter et font grand cas de ses informations.

Dans quelle région du monde n'a-t-il pas pénétré ! Au milieu de quel peuple n'a-t-il pas vécu, gagnant sa confiance en pratiquant ses coutumes ! En Amazonie, il a partagé la vie des Indiens des contrées les plus reculées. Comme eux il a mangé souvent du singe ; une fois, même, il a goûté de la chair humaine :

— Ce n'est pas mauvais ; on dirait du veau, avec toutefois une sorte de fumet qui la fait paraître moins fade... Nous en étions au rôti quand il a tenu ces propos. La secrétaire de Van Co a failli se trouver mal. Van Co, lui-même, a convenu, que son agent avait dépassé la mesure.

10 septembre 1949 : « L'affaire Van Co », qui n'est qu'un aspect de la guerre sourde que se livrent les divers services secrets, m'a assez vivement intéressé, ces temps-ci, pour que j'aie jugé utile de lui consacrer mon *Journal* en priorité. Car, depuis plusieurs jours, il y a une affaire Van Co, que la presse commence à appeler aussi « l'affaire des fuites ». Et elle fait beaucoup de bruit, de hauts personnages militaires et politiques

y étant impliqués. Pour moi je n'en sais que ce que Van Co lui-même m'a raconté.

Tout a commencé lorsqu'un jeune homme, affilié au parti Viet-Minh, s'est pris de querelle dans un café de la place de la Bastille avec un inconnu qui, selon Van Co, appartenait, sans doute, à la police. La rixe se prolongeant, le patron a appelé le commissariat du quartier qui a envoyé aussitôt deux de ses inspecteurs. Le partisan d'Ho-Chi-Minh a été arrêté, et, dans sa serviette on a trouvé un exemplaire du rapport secret que le général Revers a rédigé à la demande du gouvernement, sur la situation militaire en Indochine. Et sur ce document, on a relevé l'inscription au crayon : « Destiné à Hoang Van Co. » Celui-ci qui avait reçu le rapport de Peyré ou du général Mast, à titre de représentant du général Xuan, avait-il commis l'imprudience de le laisser traîner sur son bureau, malgré la mention : « *confidentiel* » inscrite dans la marge ? Il s'en défend et assure que la copie du rapport Revers lui a été dérobée dans son coffre-fort où il la croyait en sûreté. Par qui ? Par un ennemi du chef d'état-major général, un ennemi d'un rang très élevé, désireux de perdre à la fois Revers et Van Co, accusés, en outre, d'avoir été en relations avec Peyré dont on vient de découvrir la qualité d'agent double.

On devine l'inquiétude de mon ami vietnamien, convaincu d'avoir versé à Peyré quelque trois millions, destinés à lui permettre d'entrer en contact avec les chefs communistes du Vietnam du Nord, dont l'armée combat celle de la France.

Il y a là un imbroglio qui ne sera pas facilement démêlé.

20 septembre : Il est plus de minuit. J'ai travaillé toute la journée. Je me sens un peu las. Avant de me coucher j'ai ouvert ma fenêtre qui donne sur un jardin intérieur, comme il y en a tant dans le 6^e arrondissement. Et je m'oublie à écouter le cri de la chouette peut-être centenaire qui niche dans le creux d'un arbre, lorsqu'on sonne à ma porte. C'est un neveu de Van Co ; il a l'air affolé ; son oncle a été arrêté au début de l'après-midi par des agents de la D.S.T. qui l'ont amené dans leur bureau où ils continuent à l'interroger. Le jeune homme a pu l'approcher un instant, sous prétexte de lui apporter du linge frais, et Van Co l'a prié, à voix basse, de me prévenir.

21 septembre, midi : Me voici rue Vaneau, dans le petit appartement particulier de Van Co, auquel on accède par un escalier

branlant, car le représentant du général Xuan, s'il n'a pas hésité à dépenser de grosses sommes pour installer sa légation dans un immeuble de l'avenue de Villiers, se contente pour lui-même du logement qu'il occupait avant-guerre, lorsqu'il était encore étudiant.

J'ai trouvé sa femme inquiète, mais de sang-froid. Nous commençons à peine à parler de l'affaire, lorsque Van Co survient, flanqué de deux inspecteurs qui surveillent tous ses mouvements. Il est très fatigué par l'interminable interrogatoire qu'il a subi, pendant lequel il a protesté de son innocence. A toutes les questions qu'on lui a posées il a répondu, pense-t-il, victorieusement... Mais les policiers interrompent ses propos... Sur un ton peu courtois, ils me demandent qui je suis et à quel titre j'entends prendre la défense du suspect. Je réponds que je suis son ami, que je le connais depuis l'avant-guerre, qu'il a toujours exécuté honnêtement les tâches que je lui ai confiées.

Les deux hommes n'insistent pas et repartent en emmenant leur prisonnier.

21 septembre, 4 heures de l'après-midi : Mon parti est pris : Ce qu'il faut faire avant tout c'est remettre Van Co en liberté, afin qu'il puisse échapper au tête-à-tête avec une police qui est peut-être au service d'une faction politique particulière... Je décide donc de téléphoner à Martinaud-Desplat, que j'ai connu, en 1940, à l'Hôtel Continental. A la Libération nos relations ont repris. Il a accepté de présider l'association des « Anciens de la Censure », qui se réunit, chaque mois, pour un dîner amical, auquel j'assiste en compagnie de François de Roux, de Philippe Hériat et de quelques colonels rendus à la vie civile. Ancien ministre de l'Intérieur, secrétaire général du parti radical, il me paraît tout désigné pour intervenir.

Je lui explique l'affaire en quelques mots.

— Le plus urgent, dit-il, c'est de prévenir le président du Conseil Ramadier.

— Il y a une heure à peine que je l'ai vu et il ne savait rien.

Comme il n'ignore pas que des rivalités existent entre la police de la défense du territoire et celle de la Présidence du Conseil, il croit voir dans l'initiative de la première une tentative pour dissuader la seconde d'intervenir. Raison de plus pour admettre que l'arrestation de Van Co n'est que la conséquence du conflit latent qui oppose le chef du gouvernement à certains de ses ministres, sur la question d'Indochine.

21 septembre, minuit : On a sonné à ma porte à la même heure qu'hier. C'est, de nouveau, le neveu de Van Co. Mais, comparée à celle qu'il arborait hier, sa mine d'aujourd'hui me semble radieuse. Son oncle vient d'être relâché. Il pourra coucher chez lui et a voulu que je sois averti sans retard du résultat de mes démarches. Un premier avantage est acquis : Van Co pourra plus facilement, maintenant, faire éclater son innocence.

1^{er} mars 1950 : « L'affaire des fuites » qui a tenu si longtemps la vedette dans les journaux ne paraît pas loin d'être terminée. Georges Bidault qui, entre-temps, a succédé à Ramadier, a demandé la formation d'une commission d'enquête, devant laquelle Van Co a été appelé à se justifier. Toute son activité a été passée au crible. Il a dû d'abord s'expliquer sur ses libéralités envers un certain nombre de parlementaires dont il souhaitait le concours pour obtenir la reconnaissance du gouvernement Xuan. On a publié ses comptes dans les journaux, ce qui n'a pas laissé d'embarrasser quelques personnalités qui avaient accepté, bien innocemment, de déjeuner avec lui. Dans l'ensemble le général Revers, quoique avec un peu de gêne, a confirmé sa version : l'un et l'autre ont été les dupes de Peyré dont la faconde les avait fascinés. Quant à la « fuite », c'était sans doute à Peyré lui-même qu'il fallait l'imputer. Mais l'aventurier n'était plus là pour accuser ou se disculper. Peu soucieuse de l'entendre étaler en public ses intrigues, la police a mieux aimé lui fournir un passeport pour le Brésil où il devra se faire oublier.

Quant à Van Co, ses rêves d'ambition se sont effeuillés. Bien qu'il ait été libéré de toute poursuite, les campagnes de presse, dirigées contre lui, qui le représentent comme un corrupteur, lui interdisent désormais d'avoir, en France, une activité politique ou diplomatique. Et, comble de malheur, la démission de Xuan, l'échec de Bao-Daï, la formation d'un gouvernement vietnamien, hostile au précédent, semblent également le bannir pour longtemps de son pays d'origine.

XXV

A VIENNE CHEZ LA FILLE DU PRINCE HERITIER RUDOLF, MORT A MAYERLING

2 septembre 1952 : Premier voyage à l'étranger, depuis la fin de la guerre. J'ai retrouvé Vienne bien changée. La capitale est occupée par les quatre Alliés, et on ne sait trop quels sont les plus gênants pour la population, des Russes, des Américains, des Anglais ou des Français. Pour beaucoup ce sont les Moscovites... Mais pour quelques-uns, assez nombreux, c'est nous. Telle est l'opinion, en tout cas, de mon vieil ami, le baron Jean de Bourgoin que ses origines inclinent pourtant à l'indulgence. Issu du côté paternel d'une noble famille de Bourgogne, mais tchèque par sa mère, une princesse Kinsky, dont un ascendant fut ministre de l'Impératrice Marie-Thérèse, il a été amené de bonne heure à choisir sa nationalité. Son père, aide de camp de François-Joseph l'y poussant, bien qu'il eût fait son service militaire à Poitiers dans les dragons, il opta finalement pour l'Autriche. Mais, en 1914, l'empereur lui promit, en l'appelant dans sa maison militaire, de ne jamais l'envoyer combattre sur le front de l'Ouest. Incorporé comme capitaine dans un régiment hongrois, il put donc durant toute la campagne vitupérer contre ses bêtes noires : la Prusse et les Prussiens.

La seconde guerre l'a frappé plus durement que la première. Non seulement elle l'a ruiné, ses propriétés de Bohême ayant été confisquées par les communistes, mais elle l'a atteint dans son corps. Lors des bombardements qui ont détruit le centre de la cité, il a été gravement blessé et a dû passer trois mois à l'hôpital. Mais ni sa santé, ni sa prestance n'en ont été amoind-